

Relations actuelles avec les organismes interaméricains

Au cours des vingt-cinq dernières années, le Canada a de plus en plus participé aux organismes interaméricains et à d'autres organismes internationaux traitant de façon particulière de l'Amérique latine et de ses problèmes, et bon nombre de Canadiens prennent part actuellement aux travaux d'organismes non officiels du genre. Ces organismes varient en nombre et en importance et le degré de participation du Canada est plus ou moins grand selon le cas. Grâce à ces organismes, les hauts fonctionnaires et les professionnels du Canada viennent de temps à autre en contact actif avec leurs homologues de l'Amérique latine. Le travail de ces organismes couvre un grand éventail de sujets, y compris la banque centrale, l'administration des impôts, les pêcheries, les données statistiques, le développement industriel, les fréquences radiophoniques, l'aviation civile, les règlements de la poste, l'agriculture, les problèmes de la main-d'oeuvre, le réseau routier, l'urbanisme, le génie, l'architecture, l'hygiène publique, le bien-être social, les questions de culture et d'éducation, la géographie et l'histoire, les questions juridiques et les problèmes de la presse.

L'aspect peut-être le plus important de ce développement a été le modeste progrès réalisé par le Canada vers une association plus étroite avec le système interaméricain. Depuis de nombreuses années, le Canada est membre des trois organisations interaméricaines officielles que voici: l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire, l'Institut interaméricain de statistique et le Bureau interaméricain des radiocommunications. Au cours des dernières années, le Canada a été invité à déléguer des observateurs officiels à des réunions de l'OEA à des niveaux aussi élevés que les réunions spéciales de consultation en vue de réviser la charte de l'OEA, et à la réunion des chefs d'Etat qui a eu lieu à Punta Del Este en 1967. En 1961, un ministre canadien a assisté à titre d'observateur à la réunion spéciale du Conseil économique et social interaméricain qui a lancé l'Alliance pour le progrès et, depuis ce temps, le Canada a toujours envoyé des observateurs aux réunions du Conseil économique et social. L'an dernier, le Canada a été invité à envoyer des observateurs aux réunions du Comité exécutif de l'Alliance pour le progrès (TIAP), qui passe en revue chaque année le développement économique des pays de l'OEA. Le Canada délègue maintenant des observateurs à bon nombre de ces réunions. En 1961, le Canada est devenu membre de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et il a participé à part entière aux travaux de la Commission depuis ce temps.

Etendue actuelle des consultations politiques

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'inauguration des relations diplomatiques avec les pays de l'Amérique latine, de même que l'association des représentants canadiens et latino-américains lors de travaux des Nations Unies et de ses organismes subsidiaires, ont mené à des échanges de vues de plus en plus fréquents entre le Canada et les pays de l'Amérique latine sur des questions politiques d'intérêt commun, de portée internationale ou hémisphérique. Bien que les vues du Canada et de l'Amérique latine ne soient pas les mêmes sur toutes ces questions, et que les vues des pays de l'Amérique eux-mêmes ne soient pas toujours identiques, il y a eu néanmoins un degré considérable de communauté d'intérêts à propos d'un certain nombre de questions importantes.